

AFRICA POLITICAL OUTLOOK
3^{ème} ÉDITION

RAPPORT APO

2025 | NOUVEAU SUD
ANCIEN MONDE
BRUXELLES 25 & 26 MARS 2025



www.africapoliticaloutlook.org

Regardez les
temps forts de
l'Africa Political
Outlook 2025



DISCOURS D'OUVERTURE



S.E. MOSES VILAKATI

Commissaire de l'Union Africaine à l'Agriculture, au Développement Rural, à l'Économie Bleue et à l'Environnement Durable (ARBE)

Moses Vilakati, Commissaire de l'Union africaine en charge de l'Agriculture, du Développement rural, de l'Économie bleue et de l'Environnement durable, a ouvert le sommet de l'Africa Political Outlook 2025 au nom du nouveau président de la Commission de l'Union africaine, Son Excellence Mahmoud Ali Youssouf, en lançant un appel pressant à redéfinir les paradigmes de la coopération internationale. Il a mis en lumière l'avenir agricole du continent africain, soulignant la puissance démographique de l'Afrique, dont la population devrait atteindre 1,7 milliard d'habitants d'ici 2030, ainsi que son rôle croissant dans la transformation économique mondiale.

Évoquant son parcours, du ministère de l'Agriculture du royaume d'Eswatini jusqu'à son rôle actuel au sein de la Commission de l'Union africaine, il a insisté sur le potentiel du secteur agricole, véritable pilier de l'économie africaine. Il a cité le succès du Plan National d'Investissement Agricole d'Eswatini comme un exemple à suivre pour bâtir une agriculture durable à l'échelle du continent.

Il a articulé cette ambition autour de quatre axes majeurs :

1. **Une agriculture résiliente face au changement climatique** – en investissant dans des cultures résistantes à la sécheresse, la gestion efficace de l'eau et les pratiques agricoles intelligentes adaptées au climat ;
2. **Le développement de l'économie bleue** – en valorisant les ressources maritimes africaines, estimées à 1 500 milliards de dollars, par le biais de la pêche et de l'aquaculture durables ;
3. **Les infrastructures rurales et la connectivité numérique** – en rapprochant les marchés des producteurs agricoles et en développant des chaînes de valeur inclusives ;
4. **L'autonomisation des jeunes et des femmes dans l'agriculture** – en modernisant les programmes de formation agricole et en assurant un accès équitable aux opportunités.

Il a affirmé que le rôle de l'Afrique dans la sécurité alimentaire mondiale ne faisait plus de doute. Le continent devait dépasser le stade de l'exportation de matières premières pour produire des biens à haute valeur ajoutée destinés aux marchés internationaux. Dans cette perspective, il a souligné l'importance du renforcement des partenariats agricoles entre l'Union africaine et l'Union européenne, de la coopération Sud-Sud, ainsi que de l'attraction d'investissements privés.

« L'Afrique – notre Afrique renouvelée – se tient au seuil d'une redéfinition de sa place dans l'ordre mondial. Nous ne nous contentons pas de nous adapter au changement – nous en sommes les artisans. »

L'Afrique – notre Afrique renouvelée – se tient au seuil d'une redéfinition de sa place dans l'ordre mondial. Nous ne nous contentons pas de nous adapter au changement – nous en sommes les artisans.

- **Moses VILAKATI**



HON. YOUNOUS OMARJEE

Vice-Président du Parlement Européen

Younous Omarjee, Vice-président du Parlement européen, a souligné le bouleversement de l'ordre mondial et la nécessité impérieuse de repenser des structures géopolitiques devenues obsolètes. Il a mis en lumière le poids démographique et économique croissant de l'Afrique, appelant à son inclusion permanente au Conseil de sécurité des Nations unies, qu'il a qualifiée « d'urgence diplomatique et morale ».

Critiquant les mutations actuelles de l'ordre international, il a mis en garde contre l'émergence d'un nouvel équilibre mondial fondé sur la violence et la confrontation, plutôt que sur le dialogue et la voie diplomatique. Il a déploré l'érosion des valeurs démocratiques ainsi que le recul du droit international, tout en saluant le leadership moral dont l'Afrique a fait preuve sur la scène mondiale — notamment à travers l'action juridique intentée par l'Afrique du Sud en réponse aux crimes perpétrés à Gaza.

En insistant sur le rôle stratégique de l'Afrique au XXI^e siècle, il a déclaré : « Aujourd'hui, nous devons considérer l'Afrique pour ce qu'elle est réellement : un continent d'avenir, une puissance géopolitique émergente, et un acteur incontournable de notre siècle. » Il a plaidé en faveur d'un partenariat équitable entre l'Europe et l'Afrique, fondé sur la confiance mutuelle et la responsabilité partagée, et a annoncé dans un futur proche, sa visite à Addis-Abeba, où il entend rencontrer le Président de la Commission de l'Union africaine pour aborder ces enjeux essentiels.



S.E. AMB. MNGOMEZULU SIBUSISIWE

Ambassadeur du Royaume d'Eswatini auprès de l'Union Européenne,
Président du Comité des ambassadeurs de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)

Son Excellence l'Ambassadeur Mngomezulu Sibusisiwe a mis en lumière l'évolution du partenariat entre l'Union africaine et l'Union européenne, en insistant sur les objectifs communs que sont la paix, la prospérité partagée et le développement durable. S'exprimant depuis l'Eswatini, il est revenue sur la transformation profonde de cette relation, qui s'est progressivement éloignée d'une logique d'assistance pour s'inscrire dans une dynamique d'investissement mutuel, illustrée notamment par l'initiative Global Gateway, dotée d'un budget de 150 milliards d'euros.

Il a souligné l'affirmation croissante de l'Afrique au sein des instances de gouvernance mondiale, appelant à l'instauration d'un partenariat fondé sur le respect des solutions africaines. En sa qualité de Président du Comité des ambassadeurs de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, il a mis en avant l'Accord de Samoa conclu en 2023, en tant que cadre de référence pour approfondir la coopération entre les blocs. Il a exhorté les partenaires à une action concertée en vue de renforcer l'autonomie stratégique de l'Afrique, de promouvoir des mécanismes de financement innovants, d'encourager l'autonomisation de la jeunesse et de soutenir un plaidoyer plus affirmé de l'Afrique sur la scène internationale.

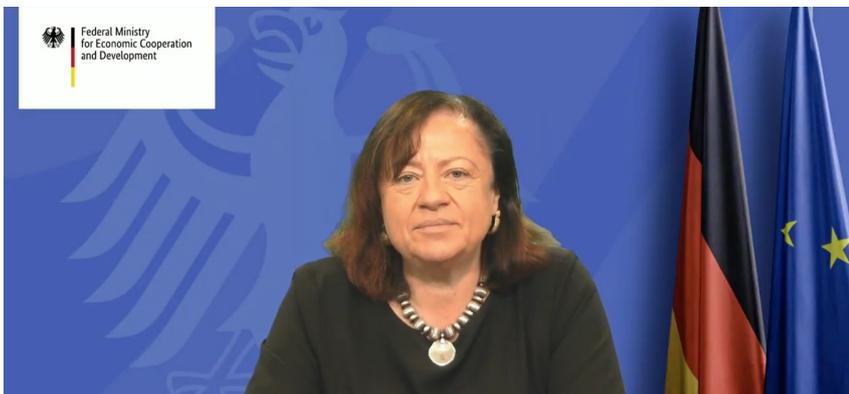
Citant les paroles emblématiques de Kwame Nkrumah, il a rappelé que l'Afrique devait « s'unir et créer son propre destin. »

Aujourd'hui, nous devons considérer l'Afrique pour ce qu'elle est réellement : un continent d'avenir, une puissance géopolitique émergente, et un acteur incontournable de notre siècle.

- **Younous OMARJEE**

Le nouveau Sud est bien plus qu'un bloc émergent, c'est une force montante pour une transformation mondiale équitable, et l'Afrique, à travers des partenariats fondés sur la confiance et un objectif commun, est prête à bâtir un monde plus juste, pacifique et prospère.

- **Mngomezulu SIBUSISIWE**



DR. BÄRBEL KOFLER

Secrétaire d'État parlementaire auprès du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement

Dr Bärbel Kofler a affirmé que le Sud global, et tout particulièrement l'Afrique, ne constitue nullement une réalité « nouvelle », mais qu'il a enfin revendiqué sa place légitime au sein de la gouvernance mondiale, à la lumière de ses avancées remarquables sur les plans technologique, économique et politique. Si l'ordre international peut paraître « ancien », elle a estimé qu'il nécessitait non pas d'être remplacé, mais d'être rénové par l'instauration d'un multilatéralisme véritablement inclusif.

Elle a positionné l'Allemagne et, plus largement, l'Europe, comme des partenaires engagés en faveur de réformes visant à instaurer un système international plus équilibré et représentatif, notamment à travers leur soutien à l'intégration de l'Union africaine au sein du G20. Elle a souligné que cette évolution vers une gouvernance mondiale plus équitable profiterait tant à l'Afrique qu'à l'Europe.

La Docteure Kofler a appelé à l'établissement d'un partenariat entre l'Afrique et l'Europe, fondé sur le respect mutuel, la convergence des objectifs, et la coopération face aux défis majeurs de notre époque — tels que la paix, le changement climatique, la gestion durable des ressources naturelles et la promotion d'un commerce équitable. Elle a présenté cette relation comme un pilier essentiel à la préservation d'un ordre multilatéral véritablement inclusif.



ADÉBISSI DJOGAN

Fondateur & Directeur Exécutif
Africa Political Outlook

AdébiSSI DjoGAN, Fondateur et Directeur exécutif de l'Africa Political Outlook, a dressé le constat d'un monde en profonde mutation, où l'ordre multilatéral issu de l'après-guerre s'est effondré pour faire place à une nouvelle configuration des relations internationales, marquée par l'émergence du Sud global en tant qu'acteur incontournable.

Il a mis en exergue la montée en puissance du groupe des BRICS ainsi que le rôle croissant de l'Afrique sur la scène internationale. Il a appelé le continent à dépasser le paradigme de l'aide au développement, pour s'affirmer comme force de proposition, et bâtir avec l'Europe une alliance équitable, articulée autour de trois priorités fondamentales : la paix, la prospérité partagée et la co-puissance.

Il a exhorté l'Afrique à prendre une part active à la construction du nouvel ordre mondial, au lieu de se contenter d'y adhérer passivement. « Il me semble que, dans ce nouveau cadre stratégique entre l'Afrique, l'Europe et le monde, trois priorités s'imposent : la priorité de la paix, la priorité de la prospérité, et celle de la puissance. »

Le Sud n'est pas nouveau. Il revendique simplement son droit à une place dans le système multilatéral.

- Dr. Bärbel Kofler

Une nouvelle ère des énergies s'est ouverte. L'énergie des valeurs: celles de la solidarité et de la souveraineté, assumées avec lucidité et confiance. L'énergie des visionnaires, car aucune nation ne s'est construite sans une ambition pleinement revendiquée. L'énergie des bâtisseurs, des entrepreneurs, de toutes celles et ceux qui ressentent avec intensité l'urgence du moment et l'impatience d'agir.

- AdébiSSI DJOGAN

PANEL 1

DIALOGUE DE HAUT NIVEAU : DU MULTILATÉRALISME EN CRISE À UN ORDRE INTERNATIONAL INCLUSIF : COMMENT LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES PEUVENT-ELLES REDÉFINIR LEUR RÔLE CATALYSEUR DANS LA TRANSFORMATION DES RAPPORTS NORD-SUD ?



**FOULO
BASSE**

Directeur général
Fondation Brazzaville



**S.E. ALBERT PAHIMI
PADACKÉ**

Ancien Premier ministre du Tchad



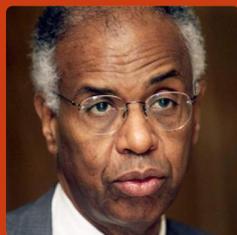
**CAMILLA
BRÜCKNER**

Directrice du Bureau des Nations Unies/
PNUD à Bruxelles et Représentante du
Système des Nations Unies auprès de
l'Union Européenne



**JEAN-YVES
OLLIVIER**

Président & Fondateur
Fondation Brazzaville



**AHMEDOU
OULD-ABDALLAH**

Ancien représentant spécial du Secrétaire
général des Nations Unies pour l'Afrique
de l'Ouest
Ancien Ministre des Affaires Étrangères
de Mauritanie



**S.E. DR. RANIA AL-
MASHAT**

Ministre de la Planification, du
Développement économique et de la
Coopération internationale, République
arabe d'Égypte.



**DR. CLARENCE
MONIBA**

Président & Fondateur
MONIBA FONDATION

Le panel a examiné la nécessité pour les institutions internationales d'évoluer afin de mieux refléter l'influence économique croissante du Sud global, lequel représentera 44 % du produit intérieur brut mondial d'ici 2025, malgré une représentation encore très limitée au sein des instances de gouvernance mondiale.

Camilla Bruckner, représentante du Programme des Nations unies pour le développement à Bruxelles, a souligné l'urgence d'accélérer les progrès vers la réalisation des Objectifs de développement durable, dont seuls 17 % sont actuellement en bonne voie. Elle a insisté sur le fait que la réforme de l'architecture financière internationale s'avérait essentielle afin de rendre les financements plus accessibles aux pays en développement.

Ce constat a été repris par la ministre égyptienne du Plan, Dr Rania Al-Mashat, qui a affirmé que la justice financière devait constituer le socle de toute réforme sérieuse.

L'ancien Premier ministre du Tchad, M. Albert Pahimi-Padacké, et l'ancien représentant spécial des Nations unies, M. Ahmedou Ould Abdallah, ont partagé un éclairage nourri par leurs expériences au sein des gouvernements et des organisations multilatérales. Ils ont mis en garde contre des attentes irréalistes, tout en appelant à des réformes substantielles. M. Abdallah a souligné que nous vivons une époque inédite, marquée par le bouleversement des alliances géopolitiques traditionnelles et par l'affaiblissement des institutions internationales sous la pression des grandes puissances.

M. Padacké, pour sa part, a mis en garde contre la confusion entre les revendications de souveraineté formulées par certains régimes non démocratiques et l'expression authentique de la volonté populaire.

Issu de la société civile, le Dr Clarence Moniba a quant à lui apporté une perspective générationnelle plus récente, affirmant avec vigueur que l'Afrique devait « arriver à la table avec des propositions concrètes » et non « les mains vides » si elle souhaitait être prise au sérieux comme partenaire à part entière.

Les membres du panel se sont accordés sur l'impératif de renforcer l'unité du continent africain, d'améliorer la gouvernance et de démontrer une réelle capacité à relever les défis internes, avant de pouvoir espérer une transformation en profondeur des mécanismes de gouvernance mondiale.

Jean-Yves Ollivier a résumé cet état d'esprit en appelant à plus de réalisme et moins d'illusions quant à l'obtention immédiate d'un droit de veto africain au Conseil de sécurité des Nations unies. Il a plaidé pour que l'Afrique gagne le respect de la communauté internationale en prouvant sa capacité à protéger ses populations, à répondre aux défis du développement, et à consolider les processus démocratiques en cours sur le continent.

RECOMMANDATIONS CLÉS

- ✦ **Réformer les structures de gouvernance des institutions financières internationales** afin d'accorder aux pays en développement un pouvoir de vote réel, proportionnel à leur influence économique croissante, tout en rendant les financements plus accessibles et abordables pour les pays africains.
- ✦ **Comblent le déficit de financement du développement durable** par des mécanismes innovants mobilisant les capitaux privés, à l'image du Guide de Sharm El-Cheikh pour un financement juste de l'Égypte, qui identifie les obstacles aux investissements climatiques et propose des solutions concrètes.
- ✦ **Réviser les critères d'allègement de la dette** : Réformer les cadres de viabilité de la dette du FMI/de la Banque mondiale pour prendre en compte la vulnérabilité climatique et l'alignement sur les ODD, pas seulement les indicateurs du PIB.
- ✦ **Intégrer les acteurs non étatiques dans les processus multilatéraux** en ouvrant des espaces à la société civile, aux organisations religieuses et aux représentants de la jeunesse, pour que le multilatéralisme serve les populations, et non uniquement les États.
- ✦ **Lutter contre les flux financiers illicites** en provenance d'Afrique grâce à des groupes d'intervention continentaux sous la supervision de l'UA pour rapatrier 100 milliards de dollars perdus chaque année à cause de l'évasion fiscale et de la corruption, en réinvestissant dans les infrastructures locales.

Ma plus grande inquiétude concerne des pays comme la Libye ou la Somalie — quand les guerres durent des décennies, elles deviennent des entreprises commerciales. Plus ces conflits perdurent, plus ils deviennent des activités économiques que certains n'ont aucun intérêt à résoudre.

- **Ahmedou Ould-Abdallah**

Comment pouvons-nous revendiquer la souveraineté nationale face à des États tiers, tout en piétinant la souveraineté inhérente des peuples ?

- **Albert Pahimi Padacké**

On ne peut pas être mendiant et exiger l'égalité.

- **Dr Clarence Moniba**

Il est temps d'aller au-delà de la rhétorique sur l'inclusion pour entrer dans la réalité du partage du pouvoir.

- **Dr Rania Al-Mashat**

Ne créons pas l'illusion d'une Afrique totalement unie, unifiée, sans conflits. Travaillons pour mériter le respect, pour faire en sorte que l'Afrique soit respectée.

- **Jean-Yves Ollivier**



PANEL 2

NOUVELLE COMMISSION DE L'UNION AFRICAINE ET LA COMMISSION VON DER LEYEN II : AGENDA COMMUN, PRIORITÉS PARTAGÉES



**AYA
BURWEILA**

Fondatrice & Directrice
Code on the Road



**AMB. CHRISTOPHE
GUILHOU**

Envoyé spécial de la France pour le Sahel



**HON. CHARLES
GOERENS**

Député Européen, Parlement Européen
Ancien ministre de la Coopération du
Luxembourg



**MATHIEU
BRIENS**

Directeur exécutif adjoint pour l'Afrique
Service européen pour l'action extérieure



**HOLY
RANAIVOZANANY**

Directrice Exécutive Adjointe à la
Fondation Afrique-Europe

Le panel s'est penché sur les relations entre l'Afrique et l'Union européenne, ainsi que sur les dynamiques évolutives qui structurent les liens entre les deux continents. Il a débuté par une réflexion saisissante sur la faible densité démographique de l'Afrique au regard de son étendue territoriale, remettant en cause certaines idées reçues. Ce constat a permis d'introduire la complexité des rapports entre l'Afrique et l'Europe.

La discussion sur le Sahel a mis en lumière l'échec des interventions militaires à résoudre les problématiques sécuritaires. Le Burkina Faso est désormais le pays le plus durement frappé au monde par le terrorisme islamiste, ainsi que le Mali et Niger, qui sont parmi les cinq pays les plus affectés. Cette dégradation de la situation sécuritaire a favorisé l'essor d'un néo-souverainisme dans la région, les gouvernements concernés ayant pris leurs distances vis-à-vis d'organisations régionales telles que la CEDEAO et d'institutions internationales comme l'Organisation internationale de la Francophonie.

Le panel a mis en lumière un déséquilibre financier structurel dans la relation entre l'Afrique et l'Union européenne. L'Europe reste le principal partenaire commercial du continent, avec des investissements quatre fois supérieurs à ceux de la Chine ou des États-Unis. Pourtant, l'Union africaine demeure fortement tributaire d'un soutien extérieur, limitant sa marge d'autonomie financière. Son budget annuel, estimé à 650 millions de dollars, est couvert à un tiers par les États membres africains. Les deux tiers restants proviennent de partenaires internationaux, dont l'Union européenne, qui en finance à elle seule 60 à 70 %. Cette dépendance interroge sur la souveraineté budgétaire de l'UA, d'autant plus que la contribution moyenne par citoyen illustre un déséquilibre profond : 414 € par Européen contre seulement 47 centimes d'euro par Africain. Un écart qui appelle à repenser collectivement le financement de l'intégration africaine.

Pour faire face à ces enjeux, les intervenants ont plaidé en faveur d'une présence européenne plus visible sur le continent africain, afin de contrebalancer la prégnance des acteurs chinois et russes. Ils ont également souligné la nécessité de renforcer les approches régionales, au-delà des relations bilatérales. Le débat a mis l'accent sur la transition d'une logique d'aide vers une logique d'investissement, à travers des initiatives telles que le programme Global Gateway, doté de 150 milliards d'euros, en privilégiant la co-construction et l'appropriation africaine des projets.

Les intervenants ont par ailleurs insisté sur l'importance de reconnaître l'héritage colonial et ses effets persistants sur les dynamiques politiques contemporaines, tout en mettant en garde contre les lectures simplistes de relations historiques complexes. Ils ont notamment évoqué le rôle ambivalent de la France dans la crise libyenne.

L'année 2025 a été identifiée comme un jalon décisif pour les relations Afrique-UE, marquant le 25e anniversaire de leur partenariat, et offrant une occasion stratégique de contrer les campagnes de désinformation, tout en œuvrant à la construction de relations plus équilibrées.

Un fil conducteur a traversé l'ensemble des échanges : la nécessité de mieux valoriser les ressources africaines, en particulier les minerais stratégiques pour la transition énergétique, tout en luttant contre les flux financiers illicites et en mettant en place des mécanismes de financement durables, réduisant la dépendance à l'aide extérieure.

Le panel a conclu que le succès du partenariat à venir dépendra de la capacité à tirer parti du dividende démographique africain, en investissant dans des programmes en faveur de la jeunesse, dans le développement des compétences, et dans des dispositifs de mobilité adaptés.

RECOMMANDATIONS CLÉS

Redéfinir le partenariat Afrique-Europe en tant que partenaires égaux. Dépasser la dynamique donateur-bénéficiaire en favorisant une véritable copropriété, co-conception et co-création d'initiatives entre les institutions africaines et européennes. Les deux parties devraient avoir une voix égale dans l'établissement des priorités et la mise en œuvre des projets, plutôt que l'Afrique étant principalement financée et dirigée par l'Europe.

Renforcer l'autonomie financière africaine. Accélérer les efforts pour que l'Union africaine atteigne l'indépendance financière. Actuellement, les États membres de l'UA ne contribuent qu'à un tiers du budget de l'UA, l'Union européenne couvrant la majeure partie du reste.

Se concentrer sur la création de valeur régionale et locale. Privilégier les investissements et les initiatives qui construisent des chaînes de valeur locales, notamment dans des secteurs comme les minéraux et les systèmes agroalimentaires.

Exploiter et mettre à jour les engagements existants. S'appuyer sur les feuilles de route et stratégies existantes au sein des deux continents, en les actualisant pour refléter les nouvelles réalités géopolitiques et en veillant à ce que les engagements pris lors des sommets précédents soient respectés avec transparence et responsabilité.

Le budget de l'Union africaine est d'environ 650 millions de dollars. Les pays africains contribuent à environ un tiers de ce budget, tandis que les deux tiers restants sont couverts par des partenaires internationaux, l'Union européenne étant l'un des plus grands contributeurs—fournissant environ 60-70% du financement externe.

- **Christophe Guilhou**

Plutôt que de regarder uniquement du point de vue de l'APD ou d'autres financements du développement, il faut aussi s'interroger sur ce que nous avons déjà en Afrique. Comment mieux valoriser les ressources africaines ?

- **Holy Ranaivozanany**

Ce qu'il nous faut, ce sont des partenaires des deux continents – bien ancrés dans leurs principes, confiants dans leurs savoirs, mais ouverts à l'apprentissage mutuel et à l'échange.

- **Charles Goerens**

Notre rôle n'est pas d'attendre que les Africains s'alignent pleinement sur nos priorités, mais d'être en mesure de répondre aux intérêts légitimes des populations des pays africains.

- **Mathieu Briens**

PANEL 3

SOUVERAINETÉ AGRICOLE, TRANSITION ÉNERGÉTIQUE,
INDUSTRIALISATION DURABLE : À L'AUBE DU "GRAND BOND VERT"



**MARC
REVERDIN**

Président de Reverdin Consulting,
Ancien Secrétaire Général du Paris Peace
Forum



**MOUCTAR
BAH**

Président
Brussels-Africa Hub



**FRÉDÉRIC
RONAL**

Vice-président
Association des chambres de commerce et
d'industrie de la Méditerranée



**HILARY
BARRY**

Fondatrice & PDG
LadyAgri Impact Investment Hub



**S.E. AMB. SHEIKH AL
MOUSTAPHA KOUYATEH**

Ambassadeur itinérant pour les missions
spéciales / Envoyé spécial du Président,
Bureau du Président du Liberia



**JOSÉ LUIS
DOUGAN**

PDG de Certex et
Fondateur d'ORI Foods

Le panel a rassemblé une diversité d'opinions sur la marche de l'Afrique vers l'autonomie économique, en reprenant le contrôle de ses secteurs agricoles et industriels. Dans son discours introductif, Mouctar Bah, Président du Brussels-Africa Hub a exposé l'ampleur du déficit infrastructurel sur le continent, avec un investissement par habitant inférieur à 2 000 dollars, contre 6 000 à l'échelle mondiale, et a souligné une réalité préoccupante : neuf projets d'infrastructure sur dix en Afrique n'aboutissent jamais.

Un consensus clair s'est dégagé tout au long des échanges : l'Afrique doit s'affranchir de sa dépendance vis-à-vis des marchés extérieurs et de l'aide internationale, et produire ce qu'elle consomme. La déclaration de l'ambassadeur Kouyateh – « Lorsque l'Afrique commencera à produire ce qu'elle consomme, sa souveraineté commencera » – a constitué le fil conducteur du débat. Cette vision a trouvé un écho dans les travaux de Mme Hilary Barry, engagée aux côtés des femmes dans l'agro-industrie, qui a démontré que la formalisation des entreprises et la mise en place de dynamiques collectives permettaient de doubler l'accès au crédit, même dans des marchés à haut risque comme celui de Kinshasa.

Le panel a également mis en lumière l'effet inhibiteur des taux d'intérêt prohibitifs, oscillant entre 27 et 35 %, sur la croissance du secteur agricole. Des pistes de solutions ont été évoquées, telles que les dispositifs de financement mixte ou les fonds agricoles nationaux. La discussion a dépassé la seule question de l'autosuffisance alimentaire pour explorer les opportunités de création de valeur au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales.

L'ambassadeur Kouyateh a posé une question incisive : « Pourquoi la Belgique produit-elle du chocolat belge sans cultiver de cacao ? » Il a plaidé pour que l'Afrique transforme au moins 10 % de sa production agricole. Cette exigence a rejoint l'appel lancé par M. José Luis Dougan en faveur de partenariats internationaux assortis de transferts de compétences stratégiques sur le long terme. M. Frédéric Ronal a pour sa part mis en avant le potentiel inexploité du commerce intra-africain, permis par la Zone de libre-échange continentale africaine, en soulignant que les différentes zones agricoles du continent pourraient se compléter si elles étaient reliées par des infrastructures appropriées, notamment des chaînes du froid.

À mesure que la discussion s'est orientée de la politique globale vers l'action locale, plusieurs solutions concrètes ont émergé : l'articulation de systèmes bancaires formels, la mise en place de partenariats public-privé, le recours à l'assistance technique et les investissements dans des infrastructures de proximité. Les intervenants ont partagé une ambition commune : faire de l'Afrique le « grenier du monde », une aspiration qui requiert une volonté politique affirmée, un esprit entrepreneurial dynamique, des financements adaptés, un mentorat structurant et des stratégies efficaces de rétention de valeur.

RECOMMANDATIONS CLÉS

- Regrouper les PME pour le financement bancaire:** Organiser les PME structurées en groupes afin de réduire les coûts et accélérer les décaissements. Utiliser des fonds publics pour créer un financement mixte qui baisse les taux d'intérêt et privilégie les équipements comme garantie.
- Créer des Fonds Agricoles Nationaux:** Mettre en place des fonds pilotés par l'État, rassemblant agriculteurs locaux, investisseurs et ressources publiques pour stimuler la production alimentaire locale et construire des unités de transformation.
- Investir dans les infrastructures à petite échelle:** Diriger les financements vers des infrastructures essentielles comme le stockage frigorifique et les marchés de proximité afin de limiter les pertes post-récolte et prolonger la durée de vie des produits.
- Prioriser le commerce intra-africain:** Étendre la ZLECAF en développant des corridors commerciaux régionaux et en investissant dans les infrastructures frontalières pour éliminer les barrières tarifaires et administratives.
- Allier financement et mentorat:** Associer l'appui financier à du mentorat entrepreneurial et de l'assistance technique, afin de garantir un transfert de compétences et de technologies durable.
- Autonomiser les femmes dans l'agriculture:** Fournir une assistance technique, soutenir la formalisation des coopératives et faciliter l'accès au financement pour renforcer leur participation aux chaînes de valeur alimentaires.

Faites confiance aux entrepreneurs. Ils savent faire croître leurs entreprises. Ce dont ils ont besoin, c'est d'un bon coup de pouce pour entrer dans le cercle vertueux de la croissance.

- *Frédéric Ronal*

Des plans d'agribusiness formalisés sont essentiels pour convaincre les banques et garantir une qualité constante.

- *Hilary Barry*

L'accès au financement est important, mais le mentorat est encore plus crucial. Les entrepreneurs doivent comprendre comment gérer efficacement leurs entreprises.

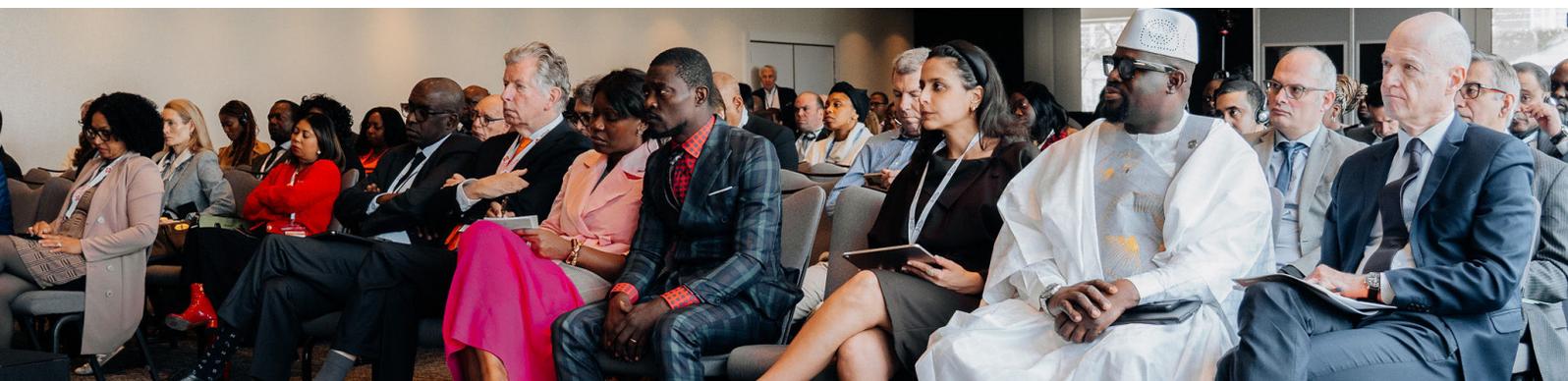
- *José Luis Dougan*

Si l'Europe, disons la Belgique, veut avoir du café du Libéria, et qu'ils ont une usine de fabrication là-bas pour le cacao, qu'est-ce qui empêche la Belgique d'avoir 10% de leur cacao produit au Libéria ? ... Et ce cacao serait appelé chocolat libérien. Mais la Belgique ne produit pas de cacao. Et vous avez du chocolat belge. Comment pouvez-vous produire quelque chose que vous n'avez pas ?

- *Sheikh Al Moustapha Kouyateh*

Ne cherchez pas de solution à l'extérieur du continent africain. Elle se trouve à l'intérieur du continent africain.

- *Mouctar Bah*



IN CONVERSION WITH

SITUATION SÉCURITAIRE EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO ET DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS: PERSPECTIVES POUR UNE RÉOLUTION DE CRISE



**VIWANOU
GNASSOUNOU**

Ancien secrétaire général adjoint de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), Président du Comité d'Orientation de l'Africa Political Outlook



**OLIVIER
KAMITATU ETSU**

Ancien Président de l'Assemblée nationale Ancien Ministre du Plan République Démocratique du Congo



**HON. KALVIN
SOIRESSE NJALL**

Député bruxellois Co-Président du Groupe Ecolo Bruxelles

Quand 95 % de vos ressources minières sont sous votre gestion, mais que vous laissez votre population dans cet état honteux, vous portez une part de responsabilité dégradante dans l'échec du Congo, y compris dans le fait que des armées étrangères viennent faire la police à votre place.

- **Olivier Kamitatu**

Je suis profondément convaincu, en tant qu'homme politique, en tant qu'analyste politique depuis plusieurs années, que l'Afrique ne réussira pas sans son cœur, qui est au Congo. Et je dis aussi que les Congolais ne réussiront pas sans les Africains, car la place qu'occupe ce pays au cœur du continent est phénoménale.

- **Kalvin Soiresse**

La discussion s'est centrée sur le passé, le présent et l'avenir de la République Démocratique du Congo. Olivier Kamitatu a commencé par revenir sur la situation du pays il y a 25 ans, en la comparant à celle d'aujourd'hui. Il a noté que, malgré quelques évolutions, de nombreux défis fondamentaux restent inchangés. Il a souligné que 75 % de la population vit toujours dans l'extrême pauvreté, que les infrastructures énergétiques n'ont guère progressé, et que les problèmes de sécurité persistent, avec des armées étrangères encore présentes sur le sol congolais.

Pour les 25 années à venir, Kamitatu a insisté sur la nécessité de restaurer la légitimité de l'État, de reconstruire les forces de sécurité, d'établir un système judiciaire fonctionnel, de promouvoir le dialogue politique, et de développer une vision commune pour l'avenir du pays. Il a souligné que, sans un État congolais solide, les richesses minières du pays continueront d'être exploitées sans profit pour le peuple congolais.

Kalvin Soiresse, s'exprimant à la fois en tant qu'homme politique belge et panafricaniste, a mis en avant le rôle crucial du Congo comme principal régulateur climatique de la planète, tout en insistant sur l'importance de respecter la souveraineté congolaise. Il a plaidé pour une réforme des institutions internationales, en particulier du Conseil de sécurité de l'ONU, afin de donner une voix plus forte à l'Afrique, et a évoqué la responsabilité de la Belgique dans le soutien à la reconquête de la pleine souveraineté congolaise.

Les deux intervenants ont également évoqué l'importance de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption, et de la nécessité de faire en sorte que les vastes ressources naturelles du Congo bénéficient réellement à sa population, plutôt que d'être pillées par des circuits illégaux.

PANEL 4

LE FUTUR DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT :
CHANGER DE PARADIGME, RENOUVELER LE LOGICIEL



**SÉBASTIEN
F.W. BRACK**

Conseiller Senior à la Fondation Kofi Annan



**FIONA
HILL, CBE**

Fondatrice du Future Resilience Forum
Ancienne cheffe de cabinet de la Première
Ministre du Royaume-Uni



**MAHMOUD
BAH**

Directeur Général des Opérations
Corus International



**KIRSTEN
SCHUETTLER**

Economiste en chef pour l'Afrique
Deutsche Gesellschaft für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ)



**PAPA AMADOU
SARR**

Ancien ministre,
Directeur exécutif du département
Mobilisation, partenariat et communication
- Agence française de développement
(AFD)



**ASAD
BEG**

Expert senior en affaires panafricaines,
Service Européen pour l'Action Extérieure

Le panel s'est penché sur l'évolution profonde que connaît actuellement l'aide internationale au développement, mettant en lumière les défis et les opportunités qui accompagnent cette transformation. Les modèles traditionnels d'assistance ont été soumis à un examen de plus en plus rigoureux, dans un contexte de contraction des budgets des principaux pays donateurs et de reconfiguration des priorités géopolitiques.

Fiona Hill a remis en question l'opposition fréquemment établie entre les objectifs de défense et de développement, affirmant qu'ils sont au contraire étroitement liés dans le cadre d'une politique étrangère cohérente, où « la sécurité de l'Afrique est indissociable de celle de l'Europe ». Elle a plaidé en faveur d'un système multilatéral rénové, davantage en phase avec un monde désormais multipolaire, où le « Sud émergent » exerce une influence économique croissante sans jouir du pouvoir institutionnel correspondant.

Kirsten Schuettler et Papa Amadou Sarr ont apporté des éclairages contrastés sur l'efficacité de l'aide. Kirsten Schuettler a présenté des données attestant que l'aide publique au développement (APD) a contribué à des progrès tangibles en Afrique, notamment en matière de santé et d'éducation, avec une réduction de la mortalité infantile et une augmentation des taux de scolarisation à l'école primaire. À l'inverse, Papa Amadou Sarr a mis en garde contre les effets pervers d'une aide mal calibrée, susceptible d'induire une dépendance nuisible lorsqu'elle freine la mobilisation des ressources domestiques.

Le panel a souligné un décalage saisissant entre les méthodes de mise en œuvre. Papa Amadou Sarr a observé que les études de faisabilité conduites par l'Union européenne peuvent s'étaler sur six années, tandis que certains investisseurs chinois livrent des projets d'infrastructure clés en main en deux à trois ans, rendant leur approche plus séduisante pour de nombreux pays africains.

Asad Beg a présenté l'initiative Global Gateway de l'Union européenne comme une réponse stratégique axée sur les infrastructures, le numérique et l'énergie, reposant sur une synergie entre financements publics et privés. Toutefois, le modérateur, Sébastien Brack, a souligné les incertitudes qui subsistent quant à la capacité de l'Europe à attirer des capitaux privés, en raison notamment des risques politiques perçus sur le continent.

Mahmoud Bah a formulé une critique sans détour : selon lui, les États africains doivent revoir en profondeur la structure de leurs budgets nationaux et supprimer les dépenses superflues, au lieu de se lamenter sur la baisse de l'aide extérieure. Il a affirmé que les investissements privés afflueront naturellement vers les projets porteurs, à condition que les cadres réglementaires soient propices. Kirsten Schuettler a ajouté que le recours à des mécanismes de financement structuré pouvait contribuer à atténuer les perceptions de risque. Tout au long des échanges, les intervenants se sont accordés sur la nécessité de renforcer la maîtrise africaine des priorités de développement, et d'accélérer la réalisation des projets. Malgré certaines divergences entre les tenants d'une aide axée sur les secteurs sociaux et les partisans d'une approche fondée sur l'investissement privé, Kirsten Schuettler et Papa Amadou Sarr ont convenu qu'une démarche complémentaire, articulante ces deux leviers, serait la plus efficace.

Comme l'a souligné Asad Beg, il est désormais impératif que le système multilatéral « réchauffe les esprits » afin de dépasser la logique de donateur à bénéficiaire, et d'évoluer vers de véritables partenariats fondés sur la co-construction, dans lesquels l'expertise africaine oriente les solutions locales, et où le soutien extérieur joue un rôle d'accélérateur, plutôt que d'instructeur, du développement du continent.

RECOMMANDATIONS CLÉS

Réformer les institutions multilatérales pour un monde multipolaire : Repenser les structures de gouvernance mondiale pour offrir à l'Afrique et au « Nouveau Sud » une représentation et un pouvoir de décision proportionnels à leur poids économique croissant.

Combiner les financements publics et privés : Exploiter des modèles de financement mixtes qui associent l'aide publique aux investissements du secteur privé, notamment pour les infrastructures et les grands projets. Utiliser l'aide de manière stratégique pour les secteurs sociaux et comme catalyseur pour des investissements privés plus importants, en mettant l'accent sur le partage des risques et les prêts concessionnels.

Accélérer la réalisation des projets : Simplifier les processus européens pour égaler la rapidité et la détermination de partenaires comme la Chine et la Turquie, en réduisant la bureaucratie et les longues études de faisabilité afin de livrer plus rapidement les projets d'infrastructure et de développement.

Orienter l'aide vers les secteurs sociaux et humanitaires : Utiliser l'intervention de l'aide pour les secteurs non rentables mais essentiels—tels que la santé, l'éducation et la protection sociale—où les investissements privés sont peu susceptibles d'affluer, garantissant que ces domaines ne soient pas négligés dans le virage vers un développement mené par le secteur privé.

Investir dans la jeunesse et le numérique : Cibler les investissements dans l'éducation, les infrastructures numériques et l'entrepreneuriat pour tirer parti de l'atout démographique africain et préparer l'économie du futur.

La sécurité de l'Afrique est la sécurité de l'Europe. Mais comment pouvons-nous travailler en partenariat avec l'Afrique pour atteindre nos objectifs et nos objectifs de sécurité collective ? Avant tout, le système multilatéral doit s'adapter aux besoins d'un monde multipolaire.

- **Fiona Hill**

Pour que l'Europe réalise une étude de faisabilité avec le cadre logique, il faut six ans. En Chine ou en Turquie, cela prend deux à trois ans.

- **Papa Amadou Sarr**

En Afrique, on observe des améliorations significatives dans de nombreux indicateurs du capital humain. L'aide a clairement contribué à ces progrès. Nous avons depuis longtemps abandonné le terme d'"aide au développement", et parlons plutôt de "coopération au développement".

- **Kirsten Schuettler**

L'UE doit aller beaucoup plus vite. Nous avons besoin de standards plus élevés de la part des partenaires africains, et ensemble, nous serons plus forts.

- **Asad Beg**

Le secteur privé a suffisamment d'argent. Aujourd'hui, l'endroit où le monde a connu le plus grand développement est à Wall Street - des milliards d'euros. Il y a de l'argent qui a besoin d'un endroit où vivre. Tout ce dont ils ont besoin, c'est d'un bon projet.

- **Mahmoud Bah**

PANEL 5

L'AVENIR DE LA SANTÉ EN AFRIQUE - AU-DELÀ DE LA RÉSILIENCE :
INNOVATION, SECTEUR PRIVÉ ET NOUVEAUX MODÈLES



SUE BIRD
Directrice, Mbedza



FOULO BASSE
Directeur général
Fondation Brazzaville



DR. ENRIQUE PAZ
Directeur senior de Corus International
Ancien ministre de la Santé, des Sports et
de la Protection sociale de la Bolivie



DR. MOHAMED M. ABURAWI
PDG SpeetarHealth
Chercheur au MIT



PROF. THIERRY AMOUGOU
Économiste et Expert en Transition Juste
Professeur à la Faculté des sciences
économiques, sociales et politiques
de l'Université catholique de Louvain,
chercheur associé du Centre tricontinental
- CETRI

Le panel a articulé plusieurs thématiques interconnectées autour des enjeux sanitaires du continent africain, tout en mettant en exergue des perspectives porteuses d'avenir. Un fil rouge a traversé l'ensemble des échanges : la double réalité de l'Afrique, à la fois confrontée à de graves pénuries en infrastructures et en personnel de santé, et riche d'un potentiel remarquable d'innovation. Il est apparu que la transformation des systèmes de santé sur le continent devait conjuguer les avancées technologiques avec des solutions locales pérennes, en créant un pont entre les savoirs traditionnels et la science contemporaine.

Dr Mohamed Aburawi a invité à repenser la santé non plus comme une urgence humanitaire ponctuelle, mais comme une véritable « infrastructure économique » — une idée qui a été reprise et approfondie par plusieurs intervenants. Cette approche s'inscrit dans une continuité historique soulignée par Foulo Basse, qui rappelle que la santé figure parmi les priorités majeures du projet panafricain depuis la création de l'Organisation de l'unité africaine en 1963. Pourtant, un paradoxe persistant a été mis en lumière : bien que les budgets nationaux aient augmenté, le financement du secteur sanitaire a témoigné d'un retrait progressif des gouvernements, contribuant à une dépendance préoccupante vis-à-vis des partenaires extérieurs.

La pandémie de COVID-19 a marqué un tournant décisif, en révélant à la fois les fragilités et les résiliences des systèmes africains. Le professeur Thierry Amougou a souligné que le continent avait su préserver son « réflexe du soin », à l'heure où de nombreux systèmes occidentaux privilégiaient une approche axée sur la sécurisation. Cette observation a ouvert un débat de fond sur les savoirs endogènes africains. La vision du professeur Amougou, plaidant pour une articulation entre la « pharmacie de la forêt » et la médecine scientifique, a trouvé un écho concret dans les propos du Dr Enrique Paz, qui a cité l'exemple du Pérou, devenu autosuffisant en production vaccinale grâce à une démarche similaire alliant traditions locales et technologies de pointe.

La technologie a été identifiée comme un levier stratégique pour pallier les carences liées à l'éloignement géographique, au déficit infrastructurel et à la pénurie de professionnels de santé. Le panel a illustré de manière convaincante que la télémédecine, les livraisons médicales par drones ou encore les diagnostics assistés par intelligence artificielle ne constituaient pas de simples adaptations, mais bien des innovations de rupture, profondément adaptées aux réalités du continent. Ces avancées technologiques ont également soulevé des enjeux plus vastes de souveraineté et de viabilité, les intervenants ayant unanimement insisté sur la nécessité de privilégier le transfert de compétences, le renforcement des capacités locales, ainsi qu'une coopération accrue entre pays du Sud.

La discussion a convergé vers une vision profondément transformatrice des politiques de santé en Afrique. En redéfinissant la santé non comme une marchandise économique, mais comme un système incarné, enraciné dans les réalités locales et enrichi par des partenariats internationaux équitables, l'Afrique a montré qu'elle pouvait devenir un laboratoire de modèles de santé plus souverains, plus durables et résolument centrés sur l'humain, en rupture avec les paradigmes dominants à l'échelle mondiale.

RECOMMANDATIONS CLÉS

-  **Établir un financement domestique durable de la santé:** Les pays africains doivent s'engager à continuer la mise en oeuvre de la Déclaration d'Abuja, qui consiste à allouer 15 % des dépenses publiques à la santé, tout en développant des mécanismes alternatifs de financement locaux.
-  **Intégrer les médecines traditionnelle et moderne:** Créer des programmes de recherche et développement pour valider scientifiquement les remèdes traditionnels africains, les normaliser, les rendre plus accessibles et abordables.
-  **Investir dans les solutions de santé technologiques:** Donner la priorité au développement de la télémédecine, des diagnostics par IA et des livraisons par drones pour surmonter les lacunes d'infrastructure et améliorer l'accès aux soins dans les zones reculées.
-  **Développer la production pharmaceutique locale:** Créer des pôles régionaux de production de médicaments essentiels et de vaccins pour réduire la dépendance aux importations et lutter contre les médicaments contrefaits.
-  **Mettre en œuvre des stratégies nationales de lutte contre les médicaments contrefaits:** S'inspirer du modèle de l'Initiative de Lomé pour établir des plans nationaux intégrant les parcours patients, les chaînes d'approvisionnement et la sensibilisation communautaire à la qualité des médicaments.

Il faut considérer les soins de santé comme un investissement, pas seulement comme un coût. Ce n'est pas seulement une urgence humanitaire, c'est une infrastructure économique.

- *Mohamed Aburawi*

La santé, tout comme l'éducation, a toujours été un pont trop important vers la paix. C'est une opportunité pour les ONG, les gouvernements, les agences, les entreprises, les institutions, les fondations d'en faire un véritable vecteur.

- *Dr Enrique Paz*

Construire la souveraineté en matière de santé signifie également promouvoir cette agriculture naturelle, qui permet aux Africains non seulement de bien manger et d'être en bonne santé, mais aussi de vivre en harmonie avec l'environnement.

- *Thierry Amougou*

Quand les partenaires financiers internationaux se retirent brutalement, cela conduit à une catastrophe nationale. C'est pourquoi nous devons penser à une autonomie financière durable pour nos systèmes de santé.

- *Foulo Basse*

PANEL 6

L'AFRIQUE DANS LA NOUVELLE ÈRE DE L'IA ET DU NUMÉRIQUE :
LA JEUNESSE AFRICAINE COMME FORCE D'INNOVATION



**SÉBASTIEN
F.W. BRACK**

Conseiller Sénior à la Fondation Kofi Annan



**S.E. AMB. MICALLEF
RONALD**

Ambassadeur de Malte à Addis-Abeba,
couvrant l'Éthiopie, le Rwanda, Djibouti et
l'Union africaine



**S.E. AMB. PROF. ELIJAH
BITANGE NDEMO**

Ambassadeur du Kenya auprès du
Royaume de Belgique et de l'Union
Européenne



**HICHAM
EL MERINI**

Président, SM2E
Vice-Président, Africalinks



**SAMSON
ITODO**

Membre du groupe consultatif de l'Union
africaine sur l'IA et Fondateur de
Yiaga Africa

La discussion du panel a mis en lumière les avancées notables de l'Afrique dans l'adoption de l'intelligence artificielle, battant en brèche l'idée reçue d'un continent en retard sur le plan technologique. L'ambassadeur Bitange Ndemo a rappelé que l'Afrique ne constitue pas un bloc homogène, en citant des pays tels que l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, le Ghana et le Rwanda, qui ont enregistré des progrès dans l'intégration de l'intelligence artificielle dans des secteurs comme la santé, l'agriculture, l'éducation et les services financiers. Il a relativisé l'accent mis sur les défis d'infrastructure, en soulignant que des solutions alternatives, telles que la connectivité satellitaire, ont déjà été mises en œuvre avec succès.

L'ambassadeur Ronald Micallef a renforcé cette vision optimiste en affirmant que, s'agissant de l'innovation en intelligence artificielle, le verre de l'Afrique était « aux trois quarts plein ». Il a présenté plusieurs entreprises africaines exemplaires déjà actives dans ce domaine : Zipline Rwanda (logistique), Flutterwave (technologies financières), 4G Capital (microfinance) et Koniku (sécurité), notant que bon nombre de ces innovations africaines n'ont rien à envier aux start-ups européennes. Tout en saluant le cadre stratégique de l'Union africaine en matière de développement de l'intelligence artificielle, il a souligné que le manque de financement demeurait un frein majeur, mettant en garde contre le risque de voir l'Afrique se cantonner au rôle de simple pourvoyeuse passive de données, au lieu de devenir un producteur actif de savoirs.

Pour sa part, Hicham El Merini a illustré la manière dont AfricaLinks s'est positionnée en tant que passerelle entre l'Europe et l'Afrique afin de soutenir les jeunes entrepreneurs africains porteurs d'innovations de rupture. Il a relaté l'exemple d'un jeune inventeur africain ayant conçu un composant d'intelligence artificielle consommant cent fois moins d'énergie que les technologies actuelles. Face aux obstacles financiers rencontrés par les jeunes entreprises africaines, M. El Merini a expliqué qu'AmericaLinks avait mis en place son propre fonds d'investissement, destiné à fournir un capital d'amorçage ainsi qu'un accompagnement personnalisé, témoignant ainsi d'un engagement tangible, bien au-delà des déclarations d'intention.

Alors que la discussion s'est orientée vers les perspectives de financement, notamment à travers l'initiative Global Gateway, l'ambassadeur Ndemo a livré une analyse lucide : « l'ère de l'aide est révolue », appelant l'Afrique à mobiliser ses ressources internes et les investissements de sa diaspora, plutôt que de demeurer dans l'attente d'un soutien extérieur. De son côté, l'ambassadeur Micallef a mis en avant les atouts stratégiques de l'Afrique pour l'accueil des infrastructures liées à l'intelligence artificielle, grâce à l'abondance de ses ressources énergétiques et hydriques, positionnant ainsi le continent comme un partenaire économique clé pour l'Europe, et non comme un simple bénéficiaire de l'aide internationale.

RECOMMANDATIONS CLÉS

- Intégrer l'IA dans les politiques panafricaines de développement:** Renforcer les cadres de l'Union africaine pour considérer l'IA comme une ressource stratégique, au même titre que les ressources naturelles, pour la croissance économique.
- Créer des mécanismes spécialisés de microfinance pour les entrepreneurs tech:** Développer des instruments financiers adaptés aux investissements de petite échelle (entre 10 000 € et 50 000 €) avec des garanties appropriées pour soutenir les jeunes startups technologiques africaines.
- Établir des corridors technologiques de savoir entre l'Afrique et l'Europe:** Mettre en place des passerelles structurées permettant aux entrepreneurs africains d'accéder aux marchés européens, tout en maintenant leurs activités en Afrique.
- Investir dans les centres de données et la souveraineté numérique africaine:** Développer des infrastructures locales pour que l'Afrique puisse garder le contrôle de ses données, tout en tirant parti de ses ressources naturelles pour un avantage concurrentiel.
- Mobiliser l'expertise technologique de la diaspora africaine:** Créer des incitations pour que les professionnels africains de la tech à l'étranger contribuent à la transformation numérique du continent, via des transferts d'investissement et de savoir.

L'ère de l'aide est révolue. Je peux parier ici qu'elle ne reviendra pas dans les prochains jours. Nous devons commencer à penser autrement en tant qu'Africains.

- *Bitange Ndemo*

L'IA nécessite deux composantes, l'énergie et l'eau. Des pays qui ont l'opportunité de réformer radicalement leur économie fondamentale autour de l'IA d'une manière qui fait de l'IA une ressource, un minéral, tout aussi important que le pétrole, tout aussi important que le tantale.

- *Micallef Ronald*

Trouver des millions ou des dizaines de millions d'euros, c'est facile. Trouver 50 000 ou 10 000 euros, c'est encore pire, c'est extrêmement compliqué.

- *Hicham El Merini*

L'Afrique ne joue pas de rattrapage car sur le continent africain, nous avons vu plusieurs pays prendre des mesures audacieuses pour mettre en place des stratégies nationales visant à maximiser l'intelligence artificielle.

- *Samson Itodo*



PRIX AFRICA POLITICAL OUTLOOK POUR LE LEADERSHIP, LA GOUVERNANCE & L'IMPACT



Le Prix Africa Political Outlook pour le leadership, la gouvernance et l'impact a été institué pour reconnaître et encourager les individus ayant contribué de manière significative au développement, à la paix et à la prospérité de l'Afrique. Le jury a établi les vainqueurs de cette édition:



JEAN-YVES OLLIVIER

Président & Fondateur
Fondation Brazzaville

Jean-Yves Ollivier (Président de la Fondation Brazzaville) - Reçoit le Grand Prix pour son travail en tant que médiateur dans les grands conflits, y compris la fin de l'apartheid, la paix en RDC, et ses tentatives récentes de médiation dans le conflit Russie-Ukraine.



S.E. DR. RANIA AL-MASHAT

Ministre de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale, République arabe d'Égypte

Dr. Rania Al-Machat (Ministre égyptienne de la Planification et de la Coopération internationale) - Lauréate du Prix pour la contribution à la prospérité, pour son rôle dans la transformation économique de l'Égypte, son travail à la Banque mondiale et au FMI, et son leadership en diplomatie économique.



HON. MYRIAM DOSSOU

Vice-Présidente de l'Assemblée togolaise, Ancien ministre de la Jeunesse et des Initiatives à la base et ancienne directrice générale de l'Institut national d'assurance maladie du Togo

Hon. Myriam Dossou (Vice-Présidente de l'Assemblée togolaise, ancien ministre de la Jeunesse et des Initiatives à la base et ancienne directrice générale de l'institut national d'assurance maladie du Togo) - Lauréate du Prix pour le développement local et la lutte contre la vulnérabilité, pour avoir fondé l'institut en 2012 et l'avoir dirigé avec succès pendant 12 années.

//

Selon la précédente lauréate, Dr. Martine Wisman, le Prix APO va au-delà de la reconnaissance matérielle : "Il confère de la légitimité à la vision et au travail du récipiendaire, ouvre des portes vers la reconnaissance internationale et les partenariats, et agit comme un instrument de bénédiction, en particulier pour les organisations de la société civile œuvrant auprès des populations vulnérables."



APO LEADERS BREAKFAST

DÉVERROUILLER L'ÉMERGENCE: FINANCEMENTS INNOVANTS ET ALTERNATIFS -
FINANCEMENT MIXTE, FINANCEMENT CLIMATIQUE ET MARCHÉS DE CAPITAUX




**AMB. MMASEKGOA
MASIRE-MWAMBA**
Ambassadrice du Botswana à Bruxelles
Ancienne Secrétaire Générale Adjointe du
Commonwealth



**VIWANOU
GNASSOUNOU**
Ancien secrétaire général adjoint de
l'Organisation des États d'Afrique, des
Caraïbes et du Pacifique (OEAC/CP),
Président du Comité d'Orientation de
l'Africa Political Outlook



**MAHMOUD
BAH**
Directeur Général des Opérations
Corus International



**JEAN VAN
WETTER**
Directeur général d'Enabel (Agence belge
de développement)



**MOUCTAR
BAH**
Président
Brussels Africa Hub



**HON. MYRIAM
DOSSOU**
Vice-Présidente de l'Assemblée togolaise,
Ancien ministre de la Jeunesse et des
Initiatives à la base et ancienne directrice
générale de l'Institut national d'assurance
maladie du Togo

Lors du APO Leaders Breakfast, les intervenants ont exprimé une préoccupation commune : les ambitions de l'Afrique en matière de développement et de climat sont freinées par un accès limité à un financement adéquat et durable. Avec un besoin annuel estimé à 277 milliards de dollars pour le financement climatique, dont seule une infime partie est actuellement mobilisée, la session a souligné la nécessité pour le continent de se tourner vers des stratégies financières innovantes et endogènes pour libérer tout son potentiel.

Viwanou Gnassounou a ouvert la discussion en replaçant les enjeux dans le contexte macroéconomique africain, marqué par un écart persistant entre les aspirations et le capital disponible. Il a insisté sur le fait que la dépendance à l'égard du financement extérieur n'est ni durable, ni stratégique, appelant à un tournant audacieux vers la mobilisation des ressources internes. Il a notamment souligné l'importance d'aligner les politiques nationales sur des instruments comme la ZLECAf et de renforcer les institutions financières régionales comme première étape vers la souveraineté financière et la résilience économique. Jean Van Wetter a mis en garde contre la réduction des budgets d'aide mondiale et a exhorté à repenser les modèles de développement. Il a proposé une taxe de solidarité sur les profits des armes et a souligné la nécessité d'une gouvernance nationale forte pour stimuler une croissance inclusive.

Poursuivant sur cette lancée, Mahmoud Bah a mis en avant le pouvoir concret du financement mixte pour réduire les risques liés aux investissements et attirer les capitaux privés dans les marchés fragiles. S'appuyant sur l'expérience de Corus International, il a illustré comment les fonds philanthropiques et commerciaux peuvent fonctionner ensemble, en particulier dans des secteurs comme les énergies renouvelables et

l'agriculture. Il a toutefois précisé que l'innovation dans la structuration des accords et le dialogue proactif entre les secteurs public et privé restent essentiels pour généraliser ces réussites à l'échelle du continent.

L'ambassadrice Mmasekgoa Masire-Mwamba a approfondi la discussion en liant innovation financière et avenir vert de l'Afrique. Elle a souligné l'opportunité pour le continent de devenir un leader de la croissance verte, tout en avertissant que des écosystèmes financiers sous-développés pourraient freiner cette ambition. Elle a identifié comme priorités : le renforcement des cadres réglementaires, l'amélioration des capacités des marchés de capitaux, et l'intégration du financement climatique dans les stratégies diplomatiques et multilatérales.

Enfin, Mouctar Bah a apporté un regard nouveau en insistant sur l'importance de mobiliser des sources non traditionnelles de capital. Il a plaidé pour la mobilisation de l'investissement de la diaspora et l'utilisation des innovations fintech pour démocratiser l'accès au financement, notamment pour les PME. Il a mis en avant le potentiel de projets comme l'African Exchanges Linkage Project (AELP) pour connecter les marchés fragmentés et stimuler les investissements transfrontaliers. Le capital de la diaspora, a-t-il déclaré, reste un géant endormi qu'il faut intégrer dans l'architecture formelle du financement.

Myriam Dossou a souligné l'importance d'investir dans le capital humain de l'Afrique, s'appuyant sur son travail dans l'autonomisation des jeunes et l'entrepreneuriat. Elle a appelé à des politiques qui donnent la priorité au développement des compétences, à la création d'emplois et à l'inclusion économique des jeunes, en particulier des femmes.

PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS

- ✦ L'Afrique doit intensifier le financement mixte pour réduire les risques liés aux projets et attirer les capitaux privés.
 - ✦ Les marchés financiers locaux, y compris les fonds de pension et les solutions fintech, sont des atouts encore largement sous-exploités.
 - ✦ La diaspora et la finance numérique représentent des frontières émergentes pour favoriser une croissance inclusive.
 - ✦ Des efforts coordonnés sont nécessaires pour renforcer les cadres réglementaires et harmoniser les marchés de capitaux afin de permettre un développement durable aligné sur les enjeux climatiques.
-



NOTRE GRATITUDE À NOS PARTENAIRES



GRANDS PARTENAIRES



Corus est une organisation fondée sur la foi qui rassemble un ensemble d'ONG et d'entreprises, chacune possédant une expertise spécialisée dans le développement économique, l'investissement à impact, la santé, l'aide humanitaire et les technologies pour le développement. Aux côtés des communautés, des partenaires locaux et du secteur privé, nos équipes d'experts intègrent disciplines, approches et ressources afin de créer des opportunités permettant aux familles et aux économies de prospérer en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'au Moyen-Orient. Nos approches traditionnelles et non traditionnelles permettent de concevoir des solutions locales et holistiques, essentielles pour favoriser l'autonomie et instaurer un changement durable.



La Fondation Brazzaville est une organisation indépendante à but non lucratif qui promeut des initiatives africaines dans les domaines de la paix, de la santé et de l'environnement. Fondée en 2014 par Jean-Yves Olivier, elle collabore avec les gouvernements, les entreprises et la société civile pour favoriser un développement durable et soutenir l'Agenda 2063 de l'Union africaine ainsi que les Objectifs de développement durable des Nations Unies. À travers des approches collaboratives et ancrées localement, elle vise à impulser un changement durable sur l'ensemble du continent.

PARTENAIRES



Enabel est l'agence fédérale belge de développement, chargée de mettre en œuvre la politique belge de coopération internationale. Présente dans 21 pays, Enabel intervient dans des secteurs tels que la numérisation, le genre, la gouvernance, la santé, l'agriculture durable, ainsi que l'eau et l'assainissement. Forte d'une équipe d'environ 2 000 collaborateurs, l'agence gère près de 170 projets visant à promouvoir le développement durable et la citoyenneté mondiale.

PARTENAIRES INSTITUTIONNELS



Public Affairs Africa est un cabinet de conseil de premier plan en affaires publiques et en développement international. Il accompagne les décideurs publics, les gouvernements, les leaders d'influence, les grands groupes, les organisations philanthropiques et les start-ups qui souhaitent maximiser l'impact de leurs actions pour le bien commun, en mobilisant une combinaison unique d'expertises pour leur permettre de savoir prêcher, savoir agir et savoir dire.



Initiative For Africa est dédiée à l'autonomisation des acteurs du changement à travers le continent pour promouvoir un secteur privé dynamique favorisant une croissance durable. Active de Dakar à Kampala, de Gaborone à Abidjan, et du Caire à Kigali, elle réunit des leaders, des institutions de développement, des chercheurs, des entreprises et des citoyens pour créer de la valeur et promouvoir l'optimisme.



L'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME) est une organisation internationale à but non lucratif représentant le secteur privé à travers la région Méditerranéenne. Fondée en 1982 et ayant son siège à Barcelone, en Espagne, ASCAME regroupe plus de 300 Chambres de Commerce et d'Industrie des deux rives de la Méditerranée. Elle agit en tant que force unificatrice pour les entreprises, défendant leurs intérêts et favorisant la coopération économique à travers divers projets, événements internationaux et commissions de travail.



Africalinks organise ou co-organise une dizaine de missions commerciales chaque année à travers l'Afrique et accueille de nombreuses délégations d'affaires africaines. L'organisation travaille en partenariat avec des acteurs publics et privés clés, tels que Business France, Bpi, Club Top 20, et divers acteurs régionaux. Africalinks soutient également les entrepreneurs sur les deux continents à travers des initiatives comme Med Innovant Africa et Provence Africa Connect, offrant des services tels que la structuration de projets, l'accompagnement stratégique, le réseautage et la recherche de financements.



Le Centre Européen de Gestion des Politiques de Développement (ECDPM) est un « think and do tank » indépendant fondé en 1986, dédié à l'amélioration des politiques en Europe et en Afrique pour un développement inclusif et durable. Avec des bureaux à Maastricht (Pays-Bas) et à Bruxelles (Belgique), l'ECDPM fournit des recherches, des conseils et un soutien pratique sur des sujets tels que les affaires extérieures de l'UE, la paix et la sécurité, la migration, la sécurité alimentaire, la transformation économique et la diplomatie économique. Il collabore avec divers acteurs, notamment les gouvernements, les organisations internationales et le secteur privé, pour promouvoir une coopération internationale efficace. L'ECDPM est financé par plusieurs gouvernements européens, dont ceux des Pays-Bas, de la Belgique, de l'Autriche, de l'Irlande, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de la Suède et du Luxembourg.



Le Policy Center for the New South (PCNS) est un think tank marocain axé sur l'amélioration des politiques économiques et sociales au Maroc et en Afrique. Il promeut un "nouveau Sud" ouvert et responsable, et soutient le développement des politiques africaines par la recherche, le dialogue et les partenariats mondiaux. Le PCNS organise des événements annuels majeurs tels que les « Atlantic Dialogues » et cultive les futurs leaders à travers le programme Atlantic Dialogues Emerging Leaders (ADEL), qui connecte plus de 420 jeunes professionnels.



Reverdin Consulting aide ses clients à établir des relations stratégiques avec les gouvernements et les acteurs politiques tout en fournissant des conseils d'experts sur les politiques publiques internationales. L'entreprise conçoit des stratégies de communication sur mesure pour améliorer la réputation des clients et renforcer leurs messages clés. Reverdin Consulting accompagne également ses clients lors des grands événements mondiaux tels que la COP, le WEF, le PPF, le G7, le G20, et des forums régionaux majeurs, garantissant leur visibilité et leur influence sur la scène internationale.



Mbedza Projects Support est une organisation à but non lucratif du Malawi qui se concentre sur la lutte contre la pauvreté à travers des initiatives communautaires. Elle distribue des cuisinières économes en carburant, propose des programmes d'éducation et de dépistage du VIH, offre un soutien aux orphelins et promeut la durabilité environnementale à travers la plantation d'arbres. Mbedza se distingue par l'intégration de la sensibilisation à la santé, de l'éducation et des efforts environnementaux, créant ainsi un impact global sur les communautés locales.



La Fondation Afrique-Europe (AEF) est dédiée à la transformation de la relation entre l'Afrique et l'Europe en un partenariat dynamique et équitable. Fondée en 2020, l'AEF sert de plateforme pour les leaders et experts de la société civile, des affaires et de la politique des deux continents, avec un fort accent sur l'engagement des jeunes. En facilitant des dialogues multipartites et en favorisant des partenariats, l'AEF aborde des domaines clés tels que la santé, l'innovation numérique, les transports, l'agriculture et l'énergie. Leur objectif est d'aligner les relations Afrique-Europe sur des valeurs communes et des intérêts partagés, en mettant en place des initiatives collaboratives ayant un impact concret sur les deux continents.



Peritum Advisory est un cabinet de conseil en stratégie et gestion. Il accompagne les entreprises et organisations pour les aider à optimiser leurs processus, gérer leurs projets et prendre des décisions stratégiques. Grâce à une approche personnalisée adaptée aux défis spécifiques de chaque client, Peritum Advisory vise à renforcer leur performance et à les aider à naviguer avec succès dans un environnement économique en constante évolution.



VR Advisors se spécialise dans la stratégie d'entreprise et le conseil en gestion. Basée en France, la société accompagne ses clients dans des domaines tels que l'optimisation des processus, la gestion de projets et la prise de décisions stratégiques. Grâce à une approche personnalisée, adaptée aux besoins spécifiques de chaque client, VR Advisors se positionne comme un partenaire de confiance pour les entreprises souhaitant améliorer leur performance et relever les défis opérationnels dans un environnement économique en constante évolution.



Brussels Etiquette Academy est une institution spécialisée basée à Bruxelles, dédiée à la formation en étiquette, protocole et compétences sociales. Elle propose des programmes sur mesure pour les particuliers, les professionnels et les organisations, couvrant des domaines tels que l'étiquette professionnelle, le savoir-vivre social et les coutumes internationales. Avec une approche pratique et personnalisée, Brussels Etiquette Academy vise à renforcer la confiance et l'aisance de ses clients dans divers contextes sociaux et professionnels, en les équipant des outils nécessaires pour exceller dans des environnements exigeants.



Le FINS-WINS ASBL est un mouvement de réflexion et d'action concrète, œuvrant pour promouvoir la situation et les conditions des femmes tant au Nord qu'au Sud. Son équipe, composée de femmes et d'hommes issus de disciplines multiples et transdisciplinaires, rassemble les réflexions et guide l'action sur le terrain. Cette équipe de scientifiques et d'experts est dirigée par le professeur Van der Starre, diplômé de l'Institut de Houston et de l'Université de Maastricht, et actuellement responsable de l'Unité Anesthésie-Cardiologie à l'Université de Stanford. L'objectif du FINS ASBL est de travailler comme interface, encourageant les femmes à contribuer activement et de manière proactive à la résolution des problèmes internationaux contemporains qui affaiblissent nos systèmes démocratiques et déstabilisent tant de projets de développement, menaçant la paix, la sécurité et la solidarité qui existent entre les peuples.

AFRICA POLITICAL OUTLOOK
3^{ème} ÉDITION

NOUVEAU SUD ANCIEN MONDE

25 & 26 MARS 2025
BRUXELLES



www.africapoliticaloutlook.org

